



DOCUMENT DE PROJET
Prolongation sans Coût
 Fonds de Cohérence pour la Stabilisation (FCS)

Titre du Projet: Pamoja kwa Djugu/Ensemble pour Djugu Numéro Projet/MPTF Gateway:	Organisation lead : Search For Common Ground
Personne de Contact: Nom: Marlou Den HOLLANDER Adresse: 104 Avenue de la Corniche Goma DRC Téléphone: +243816268032 E-mail: mdenhollander@sfcg.org Personne de Contact: Nom: Francis MUBALAMA Adresse: 104 Avenue de la Corniche Goma DRC Téléphone: +243817109392 E-mail: fmubalama@sfcg.org	Membres du consortium : Search for Common Ground et Centre résolution conflit (CRC) Agent de Gestion (s'applique uniquement aux ONGI): Programme de Développement des Nations Unies (PNUD) Localité (s) (Province): Territoire de Djugu
Durée totale du projet (mois): 12 mois Date de démarrage: 01 Juin 2020 Date de clôture: 31 Mai 2021 Date d'extension : 01 Juin 2021 au 31 octobre 2021	Coût total du Projet: 1080.000 USD Le montant actuel : USD Le budget de partenaire d'exécution : 311,633.25 USD Le frais d'AG 7% : 80.000 USD Le frais pour les activités d'assurance :

Description du Projet :

Obj. global: Le consortium "Pamoja kwa Djugu" propose ces interventions à travers le pilier "Dialogue démocratique" pour contribuer à la stabilisation de l'Est de la RD. Congo et plus spécifiquement pour rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive – grâce à un processus de dialogue démocratique et de conciliation mené au niveau local, provincial et national – certains des litiges qui sont sources des tensions et des conflits entre communautés dans le territoire de Djugu.

L'intervention vise à atteindre les deux résultats suivants, permettant d'assurer les conditions nécessaires à la construction d'une paix durable et d'amorcer un processus axé sur le long terme :

- **Résultat 1** : Les communautés ainsi que les autorités locales, territoriales, provinciales et nationales collaborent et mènent de manière pacifique et constructive des initiatives concrètes de transformation des conflits touchant le territoire de Djugu;
- **Résultat 2** : Les communautés ont un accès accru à des informations vérifiées et sensibles au conflit.

A l'état actuel, le projet est mise en œuvre dans le 12 secteurs et chefferies du Territoire de Djugu et dont les résultats contribuent substantiellement aux changement du contexte de la zone de mise en œuvre dont les principaux changement sont:

1. Une amélioration des relations entre la majorité des chefs locaux qui développent progressivement des attitudes positives pour le processus de stabilisation et sont favorables au dialogue entre leurs communautés ;
2. L'amélioration progressive des relations, attitudes et perceptions entre les communautés de la zone, elles deviennent de plus en plus ouverts et commence à fréquenter les marchés ensembles,





- participent à travers leurs représentations aux activités du projets ;
3. Jadis hostiles aux messages des sensibilisations pour la cohabitations pacifique entre les habitants de Djugu, les membres des communautés se chargent actuellement des sensibiliser les autres à travers les structures établies par les projets ;
 4. Elles commencent à faire recours au dialogue pour résoudre leurs différends ;
 5. Les structures locales de paix sélectionnées acceptent de faciliter les processus de dialogue et autres et sensibilisent les communautés à se désengager des groupes armés.
 6. Les points focaux se familiarise progressivement sur le processus et méthodologie le monitoring des conflits et participent dans la documentation de la température du conflit à travers la collecte des données qu'ils effectuent mensuellement ;
 7. L'amélioration des attitudes, perception et relations au sein des communautés observée par l'appropriation de la radio, communautaire en contribuant à la diffusion des message de cohésion,
 8. L'amélioration de la qualité des messages diffusées en tenant compte de la sensibilité au conflit, de l'éthique, fakechecking les matières qui ont été développées lors de la formation des journalistes.

Le tableau ci-après dont en détail le niveau du progrès du projet en termes d'indicateur des résultats :

Description de l'activité/tâche	Responsab				
	le	Cible	Réalisé	%	
<u>Produit 1: Les structures communautaires sont fonctionnelles et capable de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits</u>	<i>Activité 1.1: Identification des points focaux dans les communautés clés</i>	CRC	30	30	100%
	<i>Activité 1.2: Rapport mensuel de monitoring</i>	Search	10	3	30%
	<i>Activité 1.3: Cartographie des acteurs travaillant pour la stabilisation et la transformation des conflits</i>	Search	15	8	53%
	<i>Activité 1.4: Formation des structures locales de paix</i>	CRC/ Search	8	8	100%
	<i>Activité 1.5: Appui aux structures locales de paix</i>	CRC	80	6	8%
<u>Produit 2: Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes</u>	<i>Activité 2.1: Consultations intra-communautaires</i>	CRC	120	89	74%
	<i>Activité 2.2: Dialogues intercommunautaires</i>	CRC/ Search	64	1	2%
	<i>Activité 2.3: Tribunes d'expression populaires</i>	CRC/ Search	64	0	0%
	<i>Activité 2.4: Initiatives/Actions concrètes en faveur de la réconciliation</i>	Search	64	0	0%
	<i>Activité 2.5: Réunions de suivi et réflexion avec les chefferies</i>	CRC/ Search	4	1	25%
<u>Produit : COMPACT Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle</u>	<i>Activité 3.1 : Cartographie des acteurs soit qui facilite la stabilisation, soit qui bloque la stabilisation (en concertation étroite avec SSU, STAREC et CAS)</i>	Search	1	0	0%
	<i>Activité 3.2 : Réunions bilatérales avec</i>	Search	32	3	9%



<i>des parties prenantes clés</i>					
	<i>Activité 3.3 : Camps de Confiance</i>	Search	2	0	0%
	<i>Activité 3.4 : Atelier sur la Paix et Stabilisation de la Territoire de Djugu</i>	Search	1	0	0%
<u>Produit 4 : Une campagne de communication qui appui la transformation pacifique des conflits est mise en place et fonctionnelle</u>	<i>Activité 4.1 : Équipement de la radio communautaire.</i>	Search	1	1	100%
	<i>Activité 4.2 : Formation des journalistes</i>	Search	1	3	300%
	<i>Activité 4.3 : Coproductions/Magazines avec les journalistes de la zone sur les histoires/témoignages personnels et entretiens avec les individus clés</i>	Search	36	12	33%
	<i>Activité 4.4: Flash-Echo Productions pour contrer des rumeurs et discours de la haine</i>	Search	36	0	0%
	<i>Activité 4.5 : Atelier préparatoire avec journalistes, CAS, structures locales de paix, organisations des jeunes et des femmes, SSU et autorités locales sur la planification de la campagne.</i>	Search	1	0	0%
	<i>Activité 4.6 : Production des spots sur la cohabitation pacifique entre les communautés.</i>	Search	10	12	120%
	<i>Activité 4.7 : Campagne de communication de masse sur la transformation des conflits et stabilisation de Djugu</i>	Search	1	0	0%

Partenaire d'exécution	Le/La Deputy de l'Unité d'appui à la stabilisation
<p>Nom du/de la Représentant : Marlou Den HOLLANDER 104 Avenue de la Corniche Goma DRC Téléphone: +243816268032 E-mail: mdenhollander@sfcg.org</p> <p>Signature:</p> 	<p>Nom du/de la Représentant :</p> <p>Signature:</p> 



<p><i>Nom de l'Organisation: Search for Common Ground</i> <i>Date & Cachet</i></p>	<p><i>Nom de l'Organisation: l'UAS</i></p>
--	--

PAGE DE SIGNATURE¹

Table des matières

Longueur maximale 5 pages

I. Cause des changements apportés au projet et justification

Search for Common Ground (Search) et le Centre de Résolution de Conflit (CRC) ont lancé le projet « Ensemble pour Djugu » à partir du 1 juin 2020 avec l'appui financier de l'Unité de Support à la Stabilisation (USS) avec l'objectif de rétablir la confiance entre les communautés, renforcer leur résistance aux manipulations et résoudre de manière progressive, pacifique et inclusive certains des litiges qui sont sources des tensions et des conflits entre communautés dans le territoire de Djugu. Bien que le consortium conso ait reçu à poser les jalons pour les activités de dialogue, il y avait certains défis et obstacles qui ont freiné le progrès normal, et qui ont attardé le calendrier du projet :

- **La recrudescence des attaques des groupes armés** à Djugu, tels que URDPC/CODECO et Zaïre, cette situation a provoqué l'insécurité et entraîné les violations des droits humains dans le territoire. De plus, la rupture des groupes parapluie aux nouveaux groupes à cause de l'imprévisibilité dans la zone qui a nécessité plus de vigilance et qui, à un certain moment, ont causé des reports et des retards des activités de terrain. Au-delà des retards, certaines zones à l'instar de la chefferie de Walendu Pitsi, Ndo-Okebo, Mambisa, Nyali Kilo et la commune rurale de Mungwalu sont inaccessibles suite à l'activisme des groupes armés, à la base des plusieurs cas de violations des droits de l'homme et incidents sécuritaires rendant ainsi les communautés réticentes à s'engager dans le processus de dialogue. En outre, les affrontements entre les FARDC et ces groupes armés actifs dans plusieurs entités administratives du Territoire de Djugu telles que: Ezekere, Pinyi, Fataki-Kpandroma, Fataki-Nyoka, Dzuna et Djati à 15 km de Pimbo ont retardé la mise en oeuvre du plan de travail. Au regard de ces faits, le consortium Search et CRC, avait résolu de commencer de s'engager d'une manière très limitée en essayant de gagner la confiance des communautés pour qu'elles puissent éventuellement accorder à soutenir ce processus de dialogue.

1



- **L'état de délabrement très avancé des routes nationale et de dessertes agricoles causé par les pluies** : sur le tronçon Bunia-Djugu et de desserte agricole dans les entités de Bunia-Katoto et Masumbuko, Axe Ndo-Okebo, Mangala, Mungbwalu, Banyali Kilo, Bule, Nizi, Mabanga, Mbijo, Mabendi, Drodoro et sur le littoral du Lac Albert ont limité l'accès dans ces entités avec les incidences négatives pour l'implémentation des activités. Durant le premier semestre du projet l'équipe de mise en œuvre s'est concentrée d'abord dans les zones accessibles.

Bien que le contexte de la zone n'étant pas favorable pour la mise en œuvre du plan de travail, différentes actions sont menées dans la zone. Quelques activités qui ont tout de même contribué au changement substantiel du contexte de la zone, sont entre autre :

- Identification et formation des points focaux qui ont la charge de monitorer sur la dynamique des conflits dans la zone. Sur base de la formation reçue, les participants comprennent la méthodologie de l'analyse des conflits et donnent les mises à jour pertinentes permettant d'assurer des réajustements stratégiques au cours de la mise en œuvre des activités ;
- La redynamisation et la formation des structures locales chargées d'assurer la réalisation des activités de dialogue. A ce jour, les structures communautaires nécessitent l'appui continue en termes de transfert des compétences pour la durabilité des acquis du projet ;
- Les consultations intracommunautaires pour la mise à jour des problèmes clés qui seront abordés lors des dialogues intercommunautaires ;
- La cartographie des acteurs (connecteurs et diviseurs) qui facilite ou pas la stabilisation. Ceux-ci permettent de comprendre les rôles et responsabilités des uns et autres dans la stabilisation ;
- La formation des leaders locaux sur le leadership cohésif, les techniques de gestion des conflits et des rumeurs. Ceci a facilité l'obtention de l'adhésion (engagement) des communautés au processus de dialogue comme moyen de résolution des différends ;
- La formation des journalistes de 07 radios communautaires du Territoire de Djugu, sur le journalisme sensible aux conflits, production des émissions sur la paix et cohésion sociale et la gestion des rumeurs ;
- Equipement et installation de la nouvelle radio communautaire "Amani Djugu/ la Paix à Djugu;
- Mise en place du comité de gestion de la radio et la nouvelle équipe des journalistes pour la production des émissions et l'animation de la radio Amani Djugu.

Compte tenu de la pertinence du projet et du niveau actuel de d'exécution du plan de travail, le Consortium Search (Search) et Centre Résolution Conflit (CRC) dans le cadre du projet "Ensemble pour Djugu" propose une extension de 3 mois (1^{er} juin au 31 Août 2021). Cette extension sera une occasion de pouvoir répondre à d'autres exigences qui ont été révélées importantes pour assurer la pérennité des actions déjà amorcées depuis le lancement du projet mais aussi d'améliorer la qualité d'intervention en faisant une répartition réaliste de certaines cibles des activités. Elle permettra également de pouvoir intégrer des nouvelles approches adaptées à la nouvelle dynamique de conflit à Djugu. De manière plus spécifique, l'extension sollicitée pourra adapter l'intervention aux leçons apprises et au changement contextuel de la zone de mise en œuvre.

a. Nature du changement et justification

Search for Common Ground et CRC pour le consortium Ensemble pour Djugu proposent de pouvoir ajuster la date de fin du projet à 31 août 2021 et les cibles des certaines activités par



rapport à la dynamique actuelle de conflit et aux ressources disponibles. Ceci est à cause d'un coût élevé de certaines activités du terrain. Cette dynamique est causée par le besoin de prendre en charge les dépenses des service de l'état et des autorités locales, en augmentant énormément le coût unitaire des activités telles que les dialogues inter- communautaires, les consultations intra-communautaires, etc

Les leçons apprises ayant montré la pertinence des activités et la nécessité de pouvoir se focaliser sur les cibles capables de tirer profit des actions du projet en évitant certaines surestimations qui n'occasionnent pas de grands changements au niveau de la communauté en général. Cette période d'extension est l'occasion sollicitée pour réaménager les cibles des indicateurs des tous les produits suivant le cadre logique.



Activité	Cible initiale	Réalisée	Nouvelle cible
1.2 Rapports mensuels de monitoring	10	3	7
1.5 Appui aux structures locales de paix	80	6	48
2.1 Consultation intracommunautaires	120	89	12
2.2 Dialogue intercommunautaires	64	1	36
2.3 Tribunes d'expression populaires	64	0	45
Réunions de suivi de réflexion avec les chefs des chefferies	4	1	3
2.4 Initiatives/action concrètes en faveur de la réconciliation	64	0	34
3.1 Cartographie des des acteurs soit qui facilitent, soit qui bloquent la stabilisation	1	0	1
3.2 Réunion bilatérales avec des parties prenantes clés	32	3	5
3.3 Camps de Confiance	2	0	1
3.4 Atelier sur la paix et la stabilisation du territoire de Djugu	1	0	1
4.3 Coproductions/magazines avec les journalistes de la zone sur les histoires/Témoignages personnels et entretiens avec les individus clés	36	12	1426
4.4 Flash-Echo Productions pour contrer des rumeurs et discours de la haine	36	0	24
4.5 Atelier préparatoire avec les journalistes, les CAS, les structures locales de paix, les organisations des jeunes et des femmes, SSU et autorités locales, sur la planification de la campagne de communication	1	0	1
4.7 Campagne de communication sur la transformation de conflits et la stabilisation de Djugu	1	0	1

Pouduit 1 Les structures communautaires sont fonctionnelles et capable de soutenir la population afin d'améliorer la cohésion sociale et transformer pacifiquement les conflits

La réalité est que le projet avait déjà progressé sur les indicateurs des activités groupées pour ce produit, cependant les résultats attendus ne seraient pas atteint dans le délai prévu selon l'apprentissage fait par le consortium durant cette période de mise en œuvre.

Les remarques proposées ont alors soutenu que si le projet bénéficie d'une extension de 4 mois, ce sera l'occasion d'atteindre ces nouvelles cibles de la manière suivante :



- 7 rapports de monitoring de conflit dans la zone d'intervention seront ajoutés aux 3 autres qui sont déjà produits. Pour rappel, ces rapports sont issues des informations collectées mensuellement par les points focaux qui avaient été identifiés dans le territoire de Djugu, dans le cadre de ce projet.
- 48 appuis seront attribués aux structures locales de paix pour assurer qu'elles continuent de réaliser les activités à leur niveau et ainsi faciliter leur autonomie. Ces structures sont un moyen de pouvoir faciliter les médiations au niveau local et de perpétuer les acquis du projet sensibilisant les communautés à vivre ensemble et même les groupes armés à déposer les armes ou diminuer les exactions contres les populations civiles.

Produit 2 : Les plans d'action communautaires sont inclusifs et signés par toutes les parties prenantes

En ce qui concerne ce point, en vue d'assurer que les interventions sont bien orientées et sont réalistes dans le cadre du projet, le consortium vient d'orienter les cibles autour de la même réflexion suivant les remarques issues de l'apprentissage de la première phase de mise en oeuvre des activités, il est donc planifié que cette période d'extension permettra de réaliser :

- 12 consultations intra communautaire pour assurer la représentativité au niveau de Djugu en termes de situations sensibles qui sont à la base de conflits dans les différentes chefferies.
- 36 dialogues intercommunautaires.
- 45 tribunes d'expressions populaires.
- 34 initiatives/Actions concrètes en faveur de la réconciliation, cette période sollicitée permettra d'atteindre cette cible mais voudra aussi assurer que toutes les parties concernées sont atteintes.
- 3 réunions de suivi et réflexion avec les chefferies sont planifiées pendant cette période.

Produit 3 : COMPACT Les acteurs politiques s'engagent dans le processus de dialogue de manière formelle

Essayant de toucher les acteurs politiques sous la forme TRACK II, ce point nécessite aussi une extension étant donné que les activités y relatives ont subi en grande partie des aménagements non seulement budgétaires mais aussi des perturbations programmatiques suite à au manque d'un bon compromis pour la disponibilité des acteurs concernés. Ceci faisant, cette période sollicitée deviendra une occasion pour permettre une bonne adaptation du programme selon le budget convenu avec le secrétariat technique provincial au niveau de l'Ituri mais aussi la nouvelle prise en contact avec les principaux acteurs politiques originaires de Djugu. Dans ce cadre, les activités sont programmées en fonction de leurs nombres comme suit :

- 1 cartographie des acteurs soit qui facilitent, soit qui bloquent la stabilisation, est prévue en concertation avec SSU, STAREC et CAS au mois d'avril 2021.
- 5 réunions bilatérales avec les parties prenantes clés ;
- 1 camp de confiance est programmé au mois d'avril 2021.
- 1 atelier sur la paix et la stabilisation du territoire de Djugu est programmé.

Produit 4 : Une campagne de communication qui appui la transformation pacifique des conflits est mise en place et fonctionnelle

Comme déjà le concept l'indique, les activités sous ce produit sont beaucoup plus orientées vers les activités médias du projet. L'apprentissage fait des activités de ce produit, a poussé à un réaménagement des cibles en assurant que celles-ci permettent d'être réaliste et objectif dans le souci de l'atteinte des résultats du projet. Le consortium propose pendant cette période sollicitée de pouvoir réaliser :

- 14 coproductions magazines avec les journalistes de la zone sur les histoires/Témoignages personnels et entretiens avec les individus clés, en trois programme dont deux sur la cohabitation pacifique et 1 sur le droit de la femme.



- 24 flashs écho production pour contrer les rumeurs et discours de la haine ;
- 1 atelier préparatoire avec les journalistes, les CAS, les structures locales de paix, les organisations des jeunes et des femmes, SSU et autorités locales, sur la planification de la campagne de communication ;
- 1 campagne de communication sur la transformation de conflits et la stabilisation de Djugu.

De la même manière que les quatre (4) produits, le consortium compte donner d'autres livrables en assurant qu'ils sont utilisés pour des bonnes raisons. Cette période d'extension sollicitée est donc une occasion de pouvoir finaliser avec la stratégie genre pour ce projet vue qu'elle a plusieurs reprises connu beaucoup d'entorses surtout liées au contexte actuel de COVID 19, pour être livrée.

La même période est aussi une occasion de plus pour organiser la mission de STAREC, l'étude (évaluation) finale en vue d'assurer que les résultats assignés au projet ont été atteints d'une manière ou d'une autre.

Enfin, la période qui sera accordée pour ce projet devra permettre au consortium d'organiser des séances de réflexions stratégiques en tenant compte des informations contenues dans les rapports de monitoring pour réorienter les actions en fonction de la dynamique de conflit dans la zone de mise en œuvre. Les orientations issues des différentes réflexions stratégiques, considérées comme nouvelles leçons apprises, seront partagées dans les réunions de coordination pour orienter les autres consortiums et consolider les acquis des projets de stabilisation qui sont implémentés dans le territoire de Djugu.

II. Impact budgétaire

a. Révision du budget

Au niveau global, il n'y a rien à signaler étant donné qu'il s'agit d'une extension sans coût. Cependant, le consortium propose certains changements entre les catégories budgétaires pour refléter :

- Ressources additionnelles pour 3 mois additionnels de personnel et 3 mois additionnels des opérations;
- Ressources additionnelles pour conduire certaines activités liées aux dialogues communautaires.

Ces ajustements seront contrebalancés par les réductions notamment dans la catégorie fournitures, produits de base, matériels.

I. Cause des changements apportés au projet et justification

a. Nature des changements et justification : *Cette section définit la nature de la révision recherchée et la justification de ce changement.*

Ressources additionnelles pour 3 mois additionnels de personnel et 3 mois additionnels des opérations: En étant donné qu'il y aura 3 mois de plus de mise-en-œuvre, le projet aura besoin de prendre en charge les frais liés à la gestion et exécution du projet.

Ressources additionnelles pour conduire certaines activités liées aux dialogues communautaires: Le consortium devra allouer plus de ressources financières aux activités de dialogue (consultations intra-communautaires et dialogue inter-communautaires notamment) en étant donné le coût élevé de prise en charge des autorités pendant les missions d'exécution.

II. Impact budgétaire

a. Révision du budget



Tableau 1 : Activité budgétaire du projet

Voir Annexe 2.

Tableau 2 : Projet de budget par catégories de dépense de l'ONU par RUNO²

Voir Annexe 2.

² Compte tenu du fait qu'il s'agit d'une demande de prolongation n'ayant pas d'impact sur le coût global, le sous-total et le total du budget doivent demeurer identiques à ceux du descriptif de projet d'origine approuvé.